hommes & migrations

Hommes & migrations

1345 | 2024
Classes moyennes

Français descendants d'immigrés aux Émirats arabes unis

Hadrien Dubucs

OpenEdition Journals

Édition électronique
URL : https://journals.openedition.org/hommesmigrations/17480
DOI : 10.4000/120p5
ISSN : 2262-3353

Éditeur
Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée
Date de publication : 9 juillet 2024
Pagination : 79-87
ISSN : 1142-852X

Référence électronique
Hadrien Dubucs, « Français descendants d'immigrés aux Émirats arabes unis », *Hommes & migrations* [En ligne], 1345 | 2024, mis en ligne le 01 avril 2024, consulté le 05 novembre 2024. URL : http://journals.openedition.org/hommesmigrations/17480 ; DOI : https://doi.org/10.4000/120p5

Le texte et les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés), sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

Français descendants d'immigrés aux Émirats arabes unis

Hadrien Dubucs, maître de conférences en géographie, UFR Géographie et aménagement, Laboratoire Médiations, Sorbonne Université, *fellow* de l'Institut Convergences Migrations.

25 000 Français résident aux Émirats arabes unis. La destination est notamment prisée par les Français descendants d'immigrés maghrébins, partagés entre les rêves de l'*eldorado* émirati, la volonté d'une ascension sociale entravée durablement en France et l'aspiration à valoriser leur culture arabe et musulmane. Une enquête au long cours réalisée à Dubaï et à Abu Dhabi révèle la grande diversité de cette population en termes de profils sociaux et de projets migratoires. Elle permet de penser l'émigration comme l'une des modalités possibles de la mobilité sociale des descendants d'immigrés.

« *J'veux ma villa sur Dubaï, un bail à tous vous dire goodbye* », Jul, « Oh Fou », 2018.

La réflexion sur les trajectoires sociales des Français descendants d'immigrés reste durablement appréhendée à une échelle et dans un cadre strictement hexagonaux. C'est là, en effet, que se décrivent et se mesurent les évolutions des positions socioprofessionnelles, ainsi que les processus d'identification, d'altérisation et de discrimination à l'œuvre dans les interactions quotidiennes. Ce sont aussi les catégories de la statistique publique française qui servent de référence à la définition d'une « classe moyenne », dont les critères et les contours, toujours nécessairement discutables, en font moins une catégorie stable qu'un système de références à l'aune desquelles on tente de donner consistance au processus d'« intégration » des descendants d'immigrés, lui-même particulièrement flou dans sa définition. Dans cet article, il s'agit d'envisager l'émigration depuis la France comme l'une des modalités des parcours sociaux parmi les descendants d'immigrés.

En quoi la mobilité hors de France s'articule-t-elle avec des histoires migratoires familiales ? Comment, en situation migratoire, les différentes références culturelles et nationales sont-elles conçues, perçues et mobilisées ? Ces parcours d'émigration dessinent-ils une « classe » spécifique, en termes de profil socio-professionnel, d'identification ou de sentiment d'appartenance ?

L'article propose d'apporter un éclairage empirique à partir du cas des Français d'origine maghrébine résidant aux Émirats arabes unis. En nombre limité mais croissant, et de plus en plus visibles médiatiquement, ils présentent plusieurs caractéristiques intéressantes pour s'interroger sur le processus paradoxal d'une intégration par l'émigration.

L'intégration par l'émigration : un processus hors cadre conceptuel et statistique

Si le terme d'« intégration » a longtemps dominé pour décrire les trajectoires sociales des descendants

d'immigrés[1], son simplisme mécaniste a depuis été largement critiqué[2]. Les sciences sociales lui préfèrent une lecture plus nuancée de la complexité des processus sociaux à l'œuvre quand il s'agit pour les individus de prendre place dans un territoire et une société : hybridation des pratiques sociales et culturelles, multiplicité des identifications territoriales et nationales[3].

En revanche, l'appréhension ainsi enrichie du processus d'intégration reste marquée par un implicite territorial : celle-ci ne pourrait se comprendre, et plus encore se mesurer (trajectoires résidentielles notamment), que dans le cadre du territoire français. Et l'émigration, c'est-à-dire une mobilité résidentielle durable hors de France, tend à signifier la fin, sinon l'échec, d'un processus d'intégration. Elle constitue une « *dimension oubliée de la mobilité géographique*[4] ».

L'objet « émigration des descendants d'immigrés » cumule deux difficultés statistiques. La première est liée au fait que la statistique française mesure mal l'émigration[5]. En témoigne la spectaculaire marge d'incertitude sur le nombre de Français de l'étranger, qui oscille entre 1,5 million – nombre de Français inscrits sur les registres consulaires – et 3,5 millions – selon les estimations de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) compilant notamment des données de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Ces difficultés sont en partie liées à un certain flottement conceptuel dans la définition même de l'émigration. Ainsi, l'expression usuelle de « Français de l'étranger » ne considère que les personnes possédant la nationalité française (soit comme nationalité unique, soit comme composante d'une bi-nationalité). Or cet ensemble ne coïncide que très imparfaitement avec celui des personnes ayant effectué une émigration depuis la France : il inclut les individus nés français à l'étranger – et qui n'ont donc pas émigré – et exclut les individus nés en France mais ne possédant pas la nationalité française – alors qu'ils ont émigré depuis la France.

La deuxième difficulté pour mesurer l'émigration des descendants d'immigrés tient aux limites de la statistique française pour appréhender les origines nationales des individus et, plus encore, de leurs ascendants. Les « statistiques ethniques », longtemps débattues[6], existent bel et bien, et ont nourri au cours de la dernière décennie des enquêtes décisives pour notre compréhension des processus de discrimination ethno-raciale[7]. Mais le cadre territorial français – et même souvent hexagonal – reste l'échelon de référence, et les enquêtes sur les trajectoires des descendants d'immigrés ne permettent que de manière très lacunaire de saisir la part et le rôle de l'émigration. L'indicateur de la bi-nationalité (près de 45 % des émigrés français) devient peu opérant lorsqu'on s'intéresse à l'émigration des descendants d'immigrés, qui ne sont qu'un tiers à déclarer une double nationalité lorsque les deux parents sont immigrés, et trois fois moins lorsque c'est le cas d'un seul d'entre eux[8].

Pour doublement « hors cadre » qu'elle soit, l'émigration n'est pas absente du champ des connaissances sur les trajectoires de descendants d'immigrés en France. Cette articulation est documentée de manière souvent incidente, à travers des études de cas sur les Français de l'étranger, qui occupent une place croissante dans les études migratoires depuis une dizaine d'années[9]. Ces travaux mettent au jour une diversification croissante des profils démographiques et socioprofessionnels. Aux jeunes cadres très qualifiés se sont ajoutées d'autres figures moins élitaires : les retraités, les *backpackers*, ou encore les actifs indépendants[10]. Une attention accrue a été

1. Patrick Simon, « Les descendants d'immigrés et la question de l'intégration », in *Regards croisés sur l'économie*, n° 20, 2017, pp. 81-92.
2. François Héran, « L'intégration des immigrés : débats et constats », in *La Vie des idées*, 14 janvier 2020. Url : https://laviedesidees.fr/L-integration-des-immigres-debats-et-constats.
3. Cris Beauchemin (dir.), *Trajectoires et origines. Enquête sur la diversité des populations en France*, Paris, Ined éd., 2021.
4. Matthieu Solignac, « L'émigration des immigrés, une dimension oubliée de la mobilité géographique », in *Population*, vol. 73, n° 4, 2018, pp. 693-718.
5. Serge Weber, « La possibilité d'une diaspora ? », in *EchoGéo*, n° 59, 2022. Url : https://doi.org/10.4000/echogeo.23204.
6. Sylvie Le Minez, « Oui, la statistique publique produit des statistiques ethniques. Panorama d'une pratique ancienne, encadrée et évolutive », in *Le blog de l'Insee*, 2020. Url : https://blog.insee.fr/statistique-publique-produit-des-statistiques-ethniques/.
7. Cris Beauchemin, Christelle Hamel, Patrick Simon (dir.), *Trajectoires et origines. Enquête sur la diversité des populations en France*, Paris, Ined éd., 2016.
8. Patrick Simon, Cris Beauchemin, Christelle Hamel, « Nationalité et sentiment national », in *Enquête sur la diversité des populations en France. Premiers résultats (TeO)*, « Documents de travail », Paris, Ined éd., 2010.
9. Sylvain Beck, Bénédicte Brahic, « Par-delà l'expatriation et la migration. L'identification des Français hors de France à l'aune de la mobilité et de l'immobilité », in *Migrations Société*, n° 193, 2023, pp. 133-149.
10. Jordan Pinel, Brendan Le Bigot, « Français·es à l'étranger. Introduction », in *EchoGéo*, n° 59, 2022. Url : https://doi.org/10.4000/echogeo.23189.

portée aux dimensions non professionnelles de ces migrations, intégrant les motifs « existentiels » des « *lifestyle migrations*[11] ». Le cas de jeunes Français peu qualifiés d'ascendance immigrée, pour qui le projet d'émigration répond en partie à des discriminations raciales vécues en France[12], suscite de nouvelles catégorisations comme celle de « diaspora française musulmane[13] ».

Au-delà du champ académique, nombre de rapports officiels[14] soulignent la diversité de ces profils. Mais l'histoire migratoire familiale de ces quelque trois millions d'individus est largement méconnue.

Les Émirats arabes unis comme poste d'observation

À plusieurs égards, les Émirats arabes unis et les 25 000 Français qui y résident constituent un cas d'étude intéressant pour saisir les parcours migratoires de descendants d'immigrés. Dans un pays qui compte près de 90 % d'étrangers parmi une population résidente de 9,5 millions de personnes, c'est la nationalité qui structure historiquement le marché de l'emploi[15]. Les activités d'encadrement et de direction sont largement, quoique non exclusivement, occupées par les Occidentaux[16]. Parmi ceux-ci, les Français

11. Michaela Benson, Karen O'Reilly, « Migration and the search for a better way of life: A critical exploration of lifestyle migration », in *The Sociological Review*, vol. 57, n° 4, 2009, pp. 608-625.
12. Ibid.
13. Olivier Estebes, Alice Picard, Julien Talpin, *La France, tu l'aimes mais tu la quittes. Enquête sur la diaspora française musulmane*, Paris, Seuil, 2024.
14. Par exemple, le « Rapport du Gouvernement sur la situation des Français établis hors de France », publié annuellement ; le rapport au Premier ministre « Retour en France des Français de l'étranger » (2015) ; le rapport « La mobilité internationale des Français » (2018).

15. Hélène Thiollet, « Immigration rentier states », in *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol. 50, n° 3, 2023, pp. 657-679.
16. Katie Walsh, « Placing transnational migrants through comparative research: British migrant belonging in five GCC cities », in *Population, Space and Place*, vol. 20, n° 1, 2014, pp. 1-17.

occupent globalement des emplois très qualifiés, dans le secteur privé (industrie pétrolière, finance, conseil) et, plus ponctuellement, dans l'armée et les institutions culturelles et universitaires françaises. La quasi-absence de données publiques croisant la nationalité avec les variables socio-professionnelles rend très difficile la caractérisation des résidents français en termes de position sociale. Néanmoins, le matériau produit par plusieurs enquêtes récentes[17] tend à montrer que les profils très qualifiés et bien rémunérés qui ont caractérisé les résidents français ont été complétés, au fil d'une diversification économique « post-pétrolière » très volontariste, par un éventail plus large de positions professionnelles : stagiaires et volontaires internationaux en entreprise et en administration, employés dans l'hôtellerie-restauration, entrepreneurs et dirigeants de PME, travailleurs indépendants dans certains domaines de niche où peut être valorisée l'image d'un savoir-faire français (gastronomie, équitation, mode).

> À plusieurs égards, les Émirats arabes unis et les 25 000 Français qui y résident constituent un cas d'étude intéressant pour saisir les parcours migratoires de descendants d'immigrés.

Ces profils émergents répondent à une active politique d'attractivité développée par le pays, et accélérée par la crise sanitaire de la Covid-19. Depuis 2021, plusieurs mesures à l'échelle fédérale et à celle de chacun des sept Émirats de la fédération tendent à faciliter l'installation et le séjour pour une plus grande variété de résidents étrangers : *Golden visas* de 10 ans ouverts aux résidents très qualifiés et aux étrangers investissant dans l'immobilier ou l'économie aux Émirats, ce qui de fait ouvre la possibilité de la résidence pour des retraités sans nécessité d'être « sponsorisé » par un parent ; facilitations fiscales et administratives pour l'implantation d'entreprises étrangères ; élargissement des segments du parc immobilier ouverts à l'acquisition par des investisseurs étrangers, qu'ils soient résidents ou non ; simplification des procédures administratives et protection accrue des résidents étrangers, notamment en améliorant l'applicabilité des lois du pays d'origine en cas de divorce ou de décès. Plus récemment, un *remote work visa* a été mis en place pour favoriser l'installation de salariés travaillant principalement à distance, mais aussi et surtout celle d'actifs indépendants dans l'économie du numérique et des réseaux sociaux (*digital nomad visa*). Ces évolutions contextuelles du marché de l'emploi se sont traduites très rapidement par une diversification croissante des profils socioprofessionnels des résidents étrangers, en particulier originaires de pays occidentaux, dont la France.

La figure professionnelle des influenceurs résidant à l'étranger est, en France, particulièrement liée à Dubaï. L'émirat ne s'y trompe pas : en facilitant administrativement et fiscalement leur installation, c'est aussi un levier qu'il ajoute à un dispositif de marketing territorial déjà très structuré. Le puissant relais médiatique que constituent les réseaux sociaux dominants (Instagram, TikTok), en particulier à destination des adolescents et des jeunes adultes, est de fait principalement mis en œuvre pour communiquer sur le paysage et la vie quotidienne aux Émirats. Le luxe accessible, la consommation hédoniste, le confort matériel, la sécurité ou encore l'expérience exotisante sont diffusés à l'envi à des millions de *followers* qui sont autant de visiteurs ou de résidents en puissance.

Les médias grand public français ont déjà largement adoubé les « influenceurs de Dubaï » comme une réalité professionnelle et sociale bien identifiable. La référence est le plus souvent mobilisée dans une perspective dépréciative et humoristique, où la figure de l'influenceur – et peut-être davantage encore celle de l'influenceuse – opère comme une métonymie de son pays d'adoption, en combinant les motifs de la futilité ostentatoire et de la richesse illégitime[18]. Si le nombre d'influenceurs français aux Émirats reste limité à quelques dizaines d'individus, le sujet intéresse de plus

17. Claire Cosquer, « Une cage dorée ? Expériences genrées du privilège migratoire dans l'"expatriation" », in *Sociologie*, vol. 11, n° 3, 2020, pp. 3-11. Url : http://journals.openedition.org/sociologie/7161 ; Hadrien Dubucs, « De quoi la tolérance est-elle le nom ? Questionner le modèle émirien de "ville inclusive" », in *Espace populations sociétés*, n° 2-3, 2021. Url : https://doi.org/10.4000/eps.11547 ; Hadrien Dubucs, « Une place au soleil ? Les Émirats arabes unis dans les parcours migratoires de jeunes adultes français », *in* Virginie Baby-Collin, Farida Souiah (dir.), *Enfances et jeunesses en migration*, Paris, Le Cavalier bleu, 2022, pp. 405-421.

18. Dans sa chronique pour l'émission télévisée *Quotidien* du 11 décembre 2023, l'humoriste Yann Marguet lance ainsi : « *Dubaï où, dans la longue tradition d'envoyer nos déchets vers l'Asie, on envoie nos influenceurs.* »

en plus la presse et, de manière plus étonnante, les observateurs politiques. Ainsi, un rapport commandé par la Fondation Jean-Jaurès, historiquement liée au parti socialiste, se penche sur le sujet[19]. Il établit un lien entre l'attractivité des Émirats arabes unis auprès de Français d'origine maghrébine et l'émergence de nouvelles formes d'émigration professionnelle très liée à l'économie du numérique et des réseaux sociaux : influenceurs, consultants, organisateurs d'événements ou de séjours touristiques[20]. Plus largement, on observe depuis une petite dizaine d'années la montée en puissance d'un imaginaire du Golfe et de Dubaï plus particulièrement, dans le rap français[21] et, au-delà, dans un grand nombre de médias majoritairement consommés par des adolescents et de jeunes adultes, comme le stand up[22] et des vidéos de divertissement diffusés sur les réseaux sociaux[23].

La complexification d'un imaginaire migratoire pour des descendants d'immigrés

Comment cet imaginaire émergent se traduit-il dans la composition sociale, culturelle et professionnelle des Français résidant aux Émirats, et quelles sont les caractéristiques des descendants d'immigrés au sein de cet ensemble composite ?

Plusieurs éléments de réponse peuvent être apportés, sur la base d'une enquête au long cours menée à Abu Dhabi et à Dubaï entre septembre 2016 et juillet 2021, et combinant des observations participantes dans une variété d'espaces professionnels et sociaux rassemblant, de manière plus ou moins exclusive, des ressortissants français ; des entretiens approfondis, de type biographique, menés auprès d'une trentaine de résidents français aux Émirats[24] ; des entretiens menés auprès d'acteurs politiques et économiques français aux Émirats ; un suivi méthodique des groupes et des publications sur les réseaux sociaux ciblant les ressortissants français.

Bien qu'il soit difficile de saisir ou de mesurer la part des descendants d'immigrés parmi les Français résidant aux Émirats arabes unis, plusieurs indices convergents suggèrent qu'ils en constituent une part significative et, surtout, dans une variété de groupes socioprofessionnels[25].

Ainsi, les enquêtes menées dans les établissements scolaires français conventionnés par l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) montrent que, parmi les représentants des parents d'élèves, une majorité ont une nationalité ou une ascendance arabe. L'analyse des listes consulaires confirme ces éléments empiriques. Parmi les 15 500 Français inscrits au registre consulaire – sur une population totale d'environ 25 000, les deux tiers sont nés en France et un tiers sont nés hors de France (Liban, Maroc, Algérie, Tunisie). Le cas des individus nés en France et descendants d'immigrés est, par définition, plus difficile à mesurer. À titre exploratoire, et en soulignant les limites méthodologiques inhérentes à l'exercice, on peut suggérer, sur la base d'une analyse patronymique des registres consulaires, qu'environ un quart d'entre eux ont une ascendance arabe. Enfin, les observations menées au sein de plusieurs groupes sociaux français à Abu Dhabi attestent l'existence d'un grand nombre de couples mixtes, franco-marocains, franco-tunisiens ou franco-libanais notamment. Ces configurations familiales

19. Jérôme Fourquet, « "Un jour, j'irai à Dubaï avec toi" : quand l'émirat devient une destination en vogue », Paris, Fondation Jean-Jaurès, 2021. Url : https://www.jean-jaures.org/publication/un-jour-jirai-a-dubai-avec-toi-quand-lemirat-devient-une-destination-en-vogue/.

20. Le rapport cite ainsi le cas d'Anasse Ataya, un Français d'origine algérienne qui crée l'entreprise NassDubai spécialisée dans l'organisation de séjours touristiques luxueux principalement à destination de footballeurs professionnels.

21. Pour ne mentionner que quelques titres récents : « Dubai », Kekra, 2020 ; « Dubai », Moha la Squale, 2022 ; « Abu Dhabi », Sadek, 2023. Le terme « Douxbail » est notamment popularisé par un titre du rappeur Rohff, d'origine comorienne : « Good life (Dubai by night) / *Doux sont les bails,* Emirates Fly, *fallait qu'on taille, haine raciale / Anxiogène, Emmanuel ne veut plus qu'on maille.* »

22. On peut citer l'humoriste Fary, d'origine cap-verdienne, qui tourne en dérision les critiques adressées en France à l'encontre des pays du Golfe, pendant la coupe du monde de football au Qatar à l'hiver 2022 : « *On se régale en ce moment, hein, à critiquer le Qatar. Miam miam. On aime bien ça, hein ! […] Nous, en France, on a été conditionnés et éduqués pour que ça nous énerve, ça, des Arabes avec beaucoup trop d'argent. […] Et en plus ils ressemblent vachement à ceux qui font des attentats. […] Mais moi je veux juste qu'on me laisse aller à Dubaï, c'est tout ce que je veux !* » (Extrait du sketch « Dubaï » au Montreux Comedy Festival 2022).

23. Les grandes villes des Émirats, et des pays du Golfe plus largement, servent notamment de décor à d'innombrables vidéos diffusées sur Internet où des youtubeurs comptant plusieurs millions de *followers* se mettent en scène au volant de luxueuses voitures – on peut citer notamment Georges Maroun Kikano, d'origine libanaise et comptant 4,5 millions d'abonnés sur son compte Instagram sous le nom de gmk.

24. Clio Chaveneau, Hadrien Dubucs, « Questioning cosmopolitanism through the biographical trajectories of French residents of Abu Dhabi and Dubai », in *Journal of Arabian Studies*, vol. 11, n° 2, 2021, pp. 223-242.

25. Jaafar Alloul, « Unpacking "status migration": The racialized status politics of "skill" in French-Maghrebi expatriation to Dubai », in *Transitions: Journal of Transient Migration*, vol. 5, n° 1, 2021, pp. 31-54.

expliquent en partie la forte proportion de binationaux (de l'ordre de 60 % pour l'ensemble des nationalités), ce que relaient largement les acteurs consulaires et économiques, mais aussi politiques[26], pour caractériser les Français des Émirats.

Les Français des Émirats sont donc de culture, d'ascendance ou de nationalité arabes pour une large partie d'entre eux. Cela n'est pas sans incidence sur les interactions et les segmentations au sein d'un groupe national, qui transparaissent notamment à travers les modes de désignation utilisés par les Français « majoritaires[27] ». Ainsi, des enquêtes ethnographiques utilisant le concept de « blanchité[28] » montrent comment l'origine nationale est utilisée, de manière plus ou moins implicite, pour opérer des distinctions et des hiérarchisations symboliques entre « Français français » et « Français avec origines[29] ».

Mais il n'y a pas de discontinuité franche entre des mondes sociaux distincts que seraient, d'un côté, les cadres très qualifiés blancs, en contrat d'expatriation, et, de l'autre, les actifs peu qualifiés d'ascendance maghrébine, indépendants ou en contrat salarial précaire.

La typologie très contrastée des « Maghrébins des Émirats »

L'ascendance immigrée traverse, en effet, une grande diversité de profils sociaux et démographiques parmi les Français résidant aux Émirats arabes unis, y compris lorsqu'on restreint l'analyse aux seuls descendants d'immigrés originaires de pays arabes. Une approche typologique permet de dessiner trois grands profils.

Un premier profil est celui de jeunes adultes peu qualifiés, souvent célibataires ou sans enfants, pour lesquels l'émigration repose explicitement sur la combinaison entre sentiment d'un horizon professionnel bloqué en France et perspective d'une valorisation d'une culture personnelle aux Émirats. Davantage représentée à Dubaï qu'à Abu Dhabi, cette figure est aussi la plus représentée médiatiquement. Elle traduit la montée en puissance d'un imaginaire migratoire nourri par une culture populaire foisonnante (rap, réseaux sociaux) associé à un écosystème économique favorable à l'initiative entrepreneuriale du point de vue fiscal et administratif. C'est aussi dans ce groupe que s'observent les situations les plus fragiles professionnellement et économiquement, et, partant, des séjours souvent courts, parfois interrompus au bout de quelques mois. Dans ces parcours d'émigration, qui combinent une situation professionnelle fluctuante et une part importante accordée aux motifs existentiels, la frontière est parfois floue entre mobilité touristique et migration.

Un deuxième profil est constitué d'adultes plus âgés, plus installés d'un point de vue familial et ayant une activité salariée correspondant à un niveau de qualification élevé (diplôme d'ingénieur, master). Les motifs évoqués de l'émigration relèvent moins d'une absence de perspective de mobilité sociale en France que d'une opportunité de l'accélérer aux Émirats. C'est au sein de ce groupe que la maîtrise de la langue arabe est mentionnée comme une ressource professionnelle. Mais c'est surtout une forme d'égalisation des chances de promotion professionnelle qui est mise en avant : bénéfice d'une méritocratie véritable, non biaisée par les discriminations implicites liées aux origines nationales ou au prestige des formations académiques ; accès à des niveaux de responsabilité et de salaire jugés impossibles, ou beaucoup plus incertaines, en France ; accélération d'une carrière « *par bonds*[30] ».

Enfin, un troisième profil est celui d'individus dont les ascendances migratoires sont moins spontanément évoquées, avec des parcours familiaux et professionnels très internationaux, une fréquente bi-nationalité, et de nombreux couples mixtes qui complexifient encore les références nationales – les conjoints et conjointes étant, par exemple, d'autres nationalités européennes. Généralement très qualifiées et occupant durablement des positions professionnelles élevées, souvent en contrat local, ces

26. Par exemple, Amélia Lakrafi, députée des Français établis hors de France (10e circonscription, recouvrant une large partie de l'Afrique australe et orientale et de la péninsule arabique) : « *Dans les pays du Golfe, je rencontre beaucoup de binationaux, franco-maghrébins, surdiplômés, qui n'ont pas trouvé de travail en France, et qui trouvent du travail très rapidement dans les pays du Golfe.* » Extrait de d'un entretien d'avril 2021 diffusé sur Françaisdeletranger.fr.

27. Par commodité, on reprend ici le terme de « population majoritaire » pour désigner l'ensemble des individus n'ayant pas d'ascendance migratoire. Largement utilisé pour analyser le contexte hexagonal (dans l'enquête *Trajectoires et Origines* par exemple), le terme est d'une pertinence plus discutable en situation d'émigration et invite à une réflexion sur la manière dont nationalité, classe et race s'articulent dans le contexte particulier des Émirats arabes unis.

28. Claire Cosquer, *op. cit.*

29. Amélie Le Renard, « "Ici, il y a les Français français et les Français avec origines" : reconfigurations raciales autour d'expériences de Dubaï », in *Tracés*, n° 30, 2016, pp. 55-78.

30. *Ibid.*

personnes justifient leur migration aux Émirats moins par l'expérience de blocages en France que par l'attrait professionnel, économique et symbolique de la forme singulière de « cosmopolitisme » qui s'y déploie[31].

Ces profils frappent d'abord par leur grande diversité, en termes de projet personnel et professionnel associé aux Émirats, d'activité professionnelle et de niveau de revenu, mais aussi de pratiques sociales. Les localisations et les conditions résidentielles sont très hétérogènes, depuis le studio meublé jusqu'à la maison de standing dans un quartier résidentiel fermé (compound) pour résidents occidentaux. Le lien avec les institutions françaises est également très disparate. Par exemple, certaines familles font le choix de scolariser leurs enfants dans une école française, avec le projet explicite d'un retour en France, alors que d'autres optent pour un cursus anglophone, dans la perspective d'une carrière internationale. Enfin, les sociabilités se fondent beaucoup plus clairement sur une base professionnelle que sur le sentiment d'une ascendance partagée. Autrement dit, les descendants d'immigrés ne constituent en rien une « classe » sociale qui associerait une certaine homogénéité socio-économique, un sentiment commun d'appartenance et une hétéro-désignation formulée par d'autres groupes, français ou d'autres nationalités.

Ce que l'émigration aux Émirats arabes unis dit des parcours d'intégration

Ces enquêtes suggèrent plusieurs articulations entre histoire migratoire familiale, parcours résidentiel, socioprofessionnel et personnel, et positionnement par rapport à des références culturelles et institutionnelles françaises. Elles décrivent des trajectoires d'accès ou de consolidation d'une position socioprofessionnelle moyenne ou supérieure, qui s'observent aussi pour d'autres populations « euro-maghrébines » émigrées aux Émirats arabes unis[32].

31. Delphine Pagès-El Karoui, « Ambivalent cosmopolitanism from above in Dubai », in *City*, vol. 25, n° 1-2, 2021, pp. 171-186.

32. Jaafar Alloul, « Leaving Europe, aspiring access: Racial capital and its spatial discontents among the Euro-Maghrebi minority », *Journal of Immigrant & Refugee Studies*, vol. 18, n° 3, 2020, pp. 313-325.

Un premier élément récurrent dans les entretiens est que l'expérience d'un « blocage » apparaît décisive dans la décision de quitter la France comme dans le choix de l'installation aux Émirats. Des enquêtes plus systématiques seraient utiles pour préciser la nature et les domaines de la vie des individus où ces expériences sont éprouvées, et la manière dont elles s'articulent avec un projet d'émigration. En première analyse, ces expériences concernent à la fois le domaine professionnel – avec la mention de discriminations empêchant l'accès à un emploi ou compromettant la progression dans une carrière – et le domaine privé, en particulier la pratique religieuse. C'est ce qu'illustre l'un des entretiens menés avec Mehdi, 43 ans, ingénieur en contrat d'expatriation dans une société industrielle française, marié à Nawel, une Française employée du French Business Group, tous deux nés de parents algériens immigrés en France, vivant à Abu Dhabi avec leurs deux enfants depuis 5 ans : « *Ici, c'est facile de faire le Ramadan, t'as les horaires de bureaux qui sont adaptés, toute la société s'adapte, on te regarde pas, c'est tout le contraire. […] Pour nous, ça a un sens. Les Émirats, ça fait un peu rêver, c'est un peu comme Beyrouth avant. […] Des trucs tout bêtes aussi, par exemple la viande, les conditions d'abattage, c'est hyper important pour nous. Ici, t'as vraiment le choix, tu peux aller directement acheter à l'abattoir, comparer.* » La libération vis-à-vis de discriminations religieuses ressenties en France est un thème régulièrement abordé dans les échanges sur les réseaux sociaux, dans les groupes tels que « Les Maghrébins de Dubaï » (sur Facebook), certains médias spécialisés[33], ou encore la presse francophone et anglophone[34].

Un deuxième motif de ces entretiens consiste en la formulation d'un retournement du stigmate[35] : alors que la culture arabe personnelle, héritée d'une histoire familiale, pouvait être vécue en France comme peu valorisante voire discriminante, elle peut devenir une ressource aux Émirats. La maîtrise de la langue arabe est ainsi souvent mentionnée comme une compétence professionnelle mise en avant avec succès lors du recrutement[36], et positivement distinctive au quotidien par rapport à des Français non arabophones. Enfin, l'enjeu linguistique se pose aussi en termes de transmission aux enfants. La difficulté de trouver une offre satisfaisante d'enseignement de l'arabe en France contraste avec la situation aux Émirats où l'apprentissage de l'arabe est obligatoire dans les établissements scolaires français.

Enfin, un troisième enjeu est celui des segmentations et des hiérarchies, souvent implicites, qui se jouent au sein de la « communauté » française – le terme, largement utilisé dans le langage diplomatique, résistant peu à l'analyse des pratiques et des sociabilités effectives parmi les ressortissants français. Les « origines » apparaissent en effet comme un opérateur puissant dans les divisions symboliques et les modes de désignation, non sans ambivalences[37]. C'est, par exemple, ce qu'éprouvent de jeunes franco-marocaines, assignées alternativement et au gré des circonstances sociales à une nationalité française valorisante ou aux stéréotypes dégradants associés localement aux femmes marocaines[38].

Conclusion

L'émigration échappe en grande partie à la réflexion, savante comme politique, sur les parcours d'intégration des descendants d'immigrés. Les imprécisions statistiques se combinent avec des limites conceptuelles qui restreignent encore trop souvent l'appréhension des positions et des mobilités

33. « Les problèmes liés à l'identité religieuse poussent de jeunes Maghrébins à quitter la France pour Dubaï », in *Bladi.net*, 29 mars 2021.

34. On peut, par exemple, citer Georges Malbrunot, « Le Golfe, nouvelle terre d'asile des Beurs de banlieue », in *Le Figaro*, 18 février 2009 ; Camille Neveux, « Cette jeunesse musulmane qui veut quitter la France pour Dubai », in *Le Journal du Dimanche*, 15 mars 2015 ; Agnès Laurent, « Pourquoi Dubaï fait rêver les jeunes issus de l'immigration », *L'Express*, 12 octobre 2021 ; Colin Randall, « Muslims leave France for "UAE dream" », *The National* [principal quotidien de langue anglais aux Émirats], 29 mars 2015 ; « The quiet flight of Muslims from France », in *New York Times*, 8 avril 2022.

35. Sur la généalogie complexe de cette notion, largement utilisée en sciences sociales et dans le débat public, voir Arnaud Mercier, « Retournement du stigmate », in *Publictionnaire. Dictionnaire encyclopédique et critique des publics*, 2021. Url : http://publictionnaire.humanum.fr/notice/retournement-du-stigmate/.

36. Le site d'information *Français à l'étranger* (2020) souligne ainsi, dans la fiche-pays qu'il publie sur les Émirats arabes unis : « *Les jeunes issus de l'immigration en France sont plus que bienvenus aux Émirats, et en particulier quand ils parlent arabe et anglais. C'est dans le tourisme que l'on trouve sans doute le plus facilement de travail (hôtellerie et restauration). Ici, on donne leur chance aux diplômés, en particulier s'ils ont un peu d'expérience. Par contre, en échange, il va falloir qu'ils ne comptent pas leurs heures !* »

37. Jaafar Alloul, « Unpacking "status migration": The racialized status politics of "skill" in French-Maghrebi expatriation to Dubai », *op. cit*.

38. Chadia Arab, Nasima Moujoud, « Le stigmate de "Marocaine" à Dubaï. Les résistances des migrantes à l'épreuve de l'intersectionnalité », in *Migrations Société*, n° 173, 2018, pp. 99-114.

socioprofessionnelles à un cadre territorial étroitement hexagonal – à quoi invite d'ailleurs implicitement le terme même d'« intégration » qui, tout en étant largement décrié, reste d'un usage généralisé. Dans cette perspective, le cas des Français résidant aux Émirats arabes unis est éclairant par sa complexité. Le lien personnel à une culture arabe, qui concerne sans doute près de la moitié des Français aux Émirats – par leur nationalité, leur lieu de naissance ou leur ascendance –, traverse une grande diversité de profils et de parcours. La figure médiatique des « influenceurs de Dubaï » ne représente qu'une part très limitée des jeunes Français enfants d'immigrés qui tentent une aventure entrepreneuriale dans le domaine de l'économie numérique, du tourisme ou de la restauration. Souvent fragiles économiquement et rarement pérennes, ces positions activent toutefois un imaginaire à la fois géographique et social d'un *eldorado* émirien – et golfien plus largement –, à la fois hédoniste et méritocratique, co-construit par une culture populaire et une stratégie active de marketing territorial. Le choix de l'émigration est souvent formulé comme une échappatoire à un marché de l'emploi et à un climat social français sources de blocages et de discriminations. À l'autre extrémité de cette classe moyenne aux bornes imprécises, les Français descendants d'immigrés maghrébins sont également nombreux à occuper des positions plus solides, dans l'emploi très qualifié de l'industrie et de la finance. L'émigration constitue dans ce cas un moyen d'accélérer et de consolider une mobilité socioprofessionnelle ascendante, et peut se combiner avec un souhait de valoriser et de vivre sereinement une culture arabe et musulmane. Loin du modèle entrepreneurial et individuel précédent, les individus de ce dernier profil se distinguent par une implication souvent active dans les institutions nationales (écoles, ambassades).

Au final, le cas des Français d'origine maghrébine aux Émirats arabes unis offre un éclairage intéressant, car décentré, sur deux aspects de l'ascension sociale des descendants d'immigrés. Il accrédite d'abord l'hypothèse de l'émigration comme l'une des modalités possibles d'une mobilité sociale ascendante, et plaide en faveur d'un élargissement du cadre territorial dans lequel analyser ce processus. Il tend ensuite à fortement nuancer l'idée selon laquelle ces parcours ascendants formeraient une « classe » sociale. Si le sentiment de « blocage » en France et l'aspiration à valoriser une culture arabe et musulmane apparaissent comme des motifs relativement partagés, ils se traduisent très différemment dans les pratiques et les discours. Se dessine bien plutôt un ensemble particulièrement composite de « mondes » professionnels, culturels et sociaux. ■